



Le + syndical

Le 9 mars 2009

Gérard LABRUNE
SECRETAIRE GENERAL
Tel 01.55.30.12.33 Fax 01.55.30.12.35
gerard.labrune@cfecgc.fr

Mes chers Collègues,

Le 19 mars prochain, nous allons devoir encore montrer notre détermination à nous faire entendre de notre gouvernement.

Pourtant méticuleusement préparé par des rencontres préalables et bilatérales avec chaque confédération où nos préoccupations furent consciencieusement notées, le Sommet social du 18 février dernier ne fut pas à la hauteur de nos légitimes préoccupations !

Il est tout à fait évident que l'effort du gouvernement (en fait l'effort de la Nation toute entière puisqu'il faudra bien combler notre déficit au bout du compte) est essentiellement porté sur l'investissement. Mais les milliards concédés aux banques, même sous forme de prêts sont-ils investissements ou réanimation. Il n'est même pas certain que les malades survivent tant il est vrai que chaque jour apporte son lot de mauvaises nouvelles et nouveaux trous à combler.

Certes, des mesures saupoudrées ont calmé l'angoisse des plus exposés de nos compatriotes.

Certes, des négociations à engager sont porteuses de promesses en matière de gouvernance d'entreprises, de partage des richesses... mais à quand les conclusions quand on observe les réserves des employeurs exprimées dès ce sommet social !!

On ne se nourrit pas de promesses !! C'est au jour le jour que nous nous appauvrissons, au jour le jour que les emplois se détruisent, au jour le jour que le « reste à vivre » s'amenuise et qu'il faut « jongler » pour finir le mois !

Puisque la crise est inédite, il nous faut des mesures d'exception pour que la consommation soit un moteur couplé à celui de l'investissement. Les mesures sur l'impôt ne concernent pas suffisamment de ménages ; les loyers sont trop élevés et méritent d'être encadrés ; l'énergie est en constante augmentation ; les prix des denrées de base souffrent des marges trop hautes de la distribution.

Comme vous le constatez nous ne manquons pas de raisons de montrer notre mécontentement.

Pour nous faire mieux entendre, il faut que notre mobilisation soit plus forte encore que celle du 29 janvier dernier. Chacun d'entre nous, à l'appel des régions, doit être persuadé que même si la rue n'est pas notre mode d'expression privilégié, il a ses vertus qu'il nous faut exploiter.

Gérard LABRUNE